

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Profits-des-privatisees-en-Argentine-au-premier-semester>

Profits des "privatisées" en Argentine au premier semestre.

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Faculté latino-américaine de Sciences Sociales (Flacso)

Les entreprises de services publics privatisées ont obtenu entre 1994 et 1999 une rentabilité moyenne de l'ordre de 15%, résultat plusieurs fois supérieur à celui obtenu par les principales entreprises qui ont opéré dans le reste de l'économie, ainsi qu'à ceux perçus par des prestataires des mêmes services dans d'autres pays.

Après le choc de 2002, année où malgré la crise, elles ont enregistré des profits opérationnels, en 2003, comme le montrent les bilans présentés à la Bourse de Commerce, la fête paraît avoir recommencé. Selon une étude de la Faculté Latino américaine de Sciences Sociales (Flacso), dont une partie de son équipe a été déléguée au Ministère de la Planification pour conseiller le ministre Julio de Vido dans les renégociations contractuelles, "les privatisées ont obtenu des taux sur les ventes réalisées, très supérieurs à ceux enregistrés par l'ensemble du fleuron des entreprises locales, et largement au-dessus des meilleures entreprises non liés aux processus de privatisation".

La rentabilité moyenne nette des cent entreprises les plus grandes du pays (exclues celles privatisées) a été en 1999 de 3,4% (dans ce dernier est le segment de pointe de l'économie nationale, la marge moyenne de bénéfice sur les ventes a été, durant cette même année, de seulement de 1,2%). Alors, les résultats des privatisées entre 1994 et 1999 ont été les suivants : concessionnaires relatifs aux voies publiques, 24,1% ; gaz naturel, 11,1% ; énergie électrique, 5,6% ; téléphonie, 13% ; et eaux et services d'égouts, 23,3%.

La comparaison internationale a aussi été favorable pour les privatisées locales. Le meilleur exemple est représenté par Aguas Argentinas du français Suez - Lyonnais des Eaux, qui dans la décennie passée a enregistré une rentabilité autour de 23% du patrimoine net et de 14% de ses ventes annuelles. "Cela ne ressemble en rien aux niveaux considérés comme acceptables ou raisonnables dans d'autres pays, et par exemple, aux Etats-Unis les taux de bénéfice sur le patrimoine durant les années '90 ont fluctué entre un minimum de 6% et un maximum de 12,5%", souligne l'étude de Flacso. "Au Royaume-Uni, les preuves disponibles indiquent que le taux raisonnable pour le secteur est placé entre 6 et 7% ; tandis qu'en France on considère comme un taux de retour acceptable de l'ordre de 6%."

Entre 1991 et le 2000, Téléphonica de l'Argentine (Téléphonica, Espagne) et Telecom Argentina (France Telecom) ont accumulé dans l'ensemble des bénéfices comptables pour 6200 millions de dollars, chiffre qui, considérant que les consortiums les contrôlent étaient des titulaires de 60% du paquet des actions de chaque entreprise, a plus que triplé les 1000 millions de dollars supposés avoir été payés en 1990 pour prendre en charge des actifs de l'ex ENTel.

Ainsi, "la nombreuse masse de bénéfices qu'ont engrangé les entreprises privatisées au cours des années 90, non seulement leur a permis d'enregistrer d'exorbitants taux de profit mais aussi a offert aux propriétaires de ces dernières la possibilité de récupérer les montants investis à l'origine dans un laps de temps extraordinairement bref".

Ce que les travaux de Flacso n'ont pas encore mesuré c'est qu' en pleine crise, et avec les actuels tarifs, les privatisées ont continué à avoir des profits opérationnels (évidemment non financiers) et que, après le choc de 2002, les bilans de la première moitié du 2003 montrent que la fête a recommencé.